

Burundi : Y a-t-il de quoi pavoiser après cinquante-cinq années d'indépendance ?

@rib News, 27/06/2017 Après cinquante-cinq ans de souveraineté nationale, les burundais toujours colonisés. Par Frantz Buntu Le Burundi célèbre ce 1er juillet 2017 son 55ème anniversaire d'indépendance. Comme ses prédécesseurs et autres dictateurs, le président Nkurunziza ne manquera pas l'occasion pour exalter le nationalisme et nous rappellera le refrain à la mode du régime CNDD-FDD : « le Burundi est souverain ».

Les « formidables progrès » réalisés surtout sous son règne seront magnifiés. Et il appellera encore une fois ses concitoyens à rester vigilants pour sauvegarder les acquis menacés par les occidentaux colonialistes et comploteurs et leurs alliés régionaux. Mais au-delà de la manipulation du légitime sentiment patriotique des Burundais, y a-t-il de quoi pavoiser après cinquante-cinq années d'indépendance ? Quel a été le rôle des uns et des autres dans la gestion du pays ? Les générations actuelles et futures peuvent-elles trouver des raisons d'espérer un meilleur avenir ? Un bref bilan des cinquante-cinq années d'indépendance. Très récemment, au cours d'une conversation une jeune étudiante burundaise posait la question suivante à ses interlocuteurs : le Burundi est-il dernier en tout ? En effet à lire les rapports des ONG (Amnesty International, Human Rights Watch, Transparency International, Fondation Mo Ibrahim, RSF, etc) ou des organisations internationales (le Conseil des NU pour les droits de l'Homme, la Banque Mondiale, la FAO, l'OMS, le PNUD, l'UNESCO etc.), le Burundi occupe toujours les dernières places presque en tout. Le Burundi est parmi les 3 trois pays les plus pauvres du Monde, il est parmi les pays les plus corrompus du monde, est parmi les 5 pays où les personnes souffrent le plus de faim, etc., etc. Il est difficile de croire que toutes ces organisations en veulent au régime en place, comme ne cessent de le clamer les thuriféraires du système CNDD-FDD. Les Burundais font certes preuve d'une admirable résilience grâce notamment à leur ardeur au travail et à une nature clémente, avec une pluviométrie relativement bonne. Mais la misère frappe dans les zones suburbaines et rurales où vivent plus de 90% de la population. Les villas cosues qui font la fierté des oligarques au pouvoir sont un des témoins de la fracture entre les dirigeants et leur peuple. Plus grave, en cinquante-cinq ans d'indépendance, ce sont des centaines de milliers de Burundais qui ont été massacrés soit par l'armée, soit par des milices, ou lors des affrontements intercommunautaires. Plus de 10% des Burundais ont connu l'exil dans leur vie, et ils sont actuellement plus de quatre cents mille compatriotes entassés dans des camps de réfugiés, dans les pays voisins ou dispersés à travers le monde. En cinquante-cinq ans d'indépendance, ce sont au moins cinq coups d'Etat, et tout au plus cinq scrutins réguliers, tous types confondus. Qui sont les responsables de ce bilan désastreux ? Si l'on considère les régimes qui ont duré au pouvoir, le réflexe de presque tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête du pays a toujours été de rejeter la responsabilité des difficultés du pays sur l'extérieur : le colonisateur, la conjoncture internationale, le Rwanda, les occidentaux, etc. Que ce soit Micombero, Bagaza, Buyoya ou Nkurunziza la rhétorique est la même. Bien sûr, les opposants sont par la même occasion traités de traitres qu'il faut liquider « pour sauver la patrie ». Pour tous ces régimes qui totalisent quarante-cinq ans de règne (sur les cinquante-cinq ans d'indépendance), l'objectif n'a jamais été de développer le pays et donc de recouvrer la souveraineté économique sans laquelle l'indépendance politique reste un non-sens. Leur préoccupation est la sauvegarde du pouvoir et ses avantages inhérents et surtout ses privilèges pour le chef du gang et ses acolytes. Le peuple doit être dominé, exploité (kukiguguna : ronger le pays comme on ronge l'os), et mâté de manière féroce et exemplaire en cas de velléité de révolte. L'ethnisme, le régionalisme, le clanisme, voire le monopartisme institutionnel ou de fait ne sont que des variantes du même système : l'exclusion du plus grand nombre possible de concitoyens de la gestion des affaires publiques. A l'exception de BAGAZA, l'élite qui a dirigé le Burundi jusqu'à ce jour est égoïste, jouisseuse, sans vision politique et incapable de créer des richesses, c'est une caste d'autocrates compradores. Elle se satisfait de profiter des aides des pays développés, des revenus des cultures de rente et des trafics maffieux de toute sorte. Ils prennent le pouvoir uniquement dans l'objectif de se servir du peuple pour leur enrichissement et gloire personnels. Malheur à quiconque tentera de s'y opposer ou même de donner des conseils qui ne cadrent pas avec ce « noble objectif ». Il n'est pas exagéré de dire que le peuple se retrouve colonisé par ses propres filles et fils. Le plus dramatique pour le peuple burundais est qu'une bonne partie de l'opposition ne rêve que de prendre le pouvoir pour gérer de la même façon ; c'est le fameux « ôte-toi pour que je mette ». Il n'est pas question d'absoudre la responsabilité des puissances occidentales et celles dites régionales. C'est de l'euphémisme de dire qu'à quelques exceptions, presque tous nos dirigeants ont pris le pouvoir avec la bénédiction de ces différentes puissances. Mais les occidentaux, sous pression de leur opinion publique, se démarquent parfois quand leur poulain ne respecte plus les apparences démocratiques. Les puissances régionales étant elles-mêmes des régimes autocratiques et prédateurs n'ont aucun ascendant moral ou politique pour donner une quelconque leçon de démocratie à leur poulain. Ce sont eux-mêmes des régimes qui malgré les ressources naturelles énormes de leurs pays restent toujours dépendants de l'extérieur. La responsabilité de la situation de faillite de notre pays incombe principalement à son élite, ces instruits qui aiment s'autoproclamer « intellectuels ». L'espoir est permis. Au cours de ces cinq dernières décennies, la question de la gestion de l'Etat burundais a toujours été analysée à travers le prisme réducteur du tribalisme : les Hutu contre les Tutsi, les Tutsi contre les Hutu. Les rares voix qui osaient poser le problème comme celui de la gestion démocratique du pays, de la production des richesses et de leur répartition équitable ont été étouffées. Louis Rwagasore, Melchior Ndadaye, Gervais Nyangoma ont tous été victimes de leur vision politique progressiste qui allait au-delà des ethnies et des régions. Mais la gestion calamiteuse de l'Etat par un « régime dit hutu » a démontré que le problème n'est pas quelle est l'ethnie du détenteur du pouvoir. Le problème est : quelle est la vision politique de l'équipe au pouvoir ? Le système CNDD-FDD broie tous ceux qui s'opposent à la tyrannie, à la gabegie, à la corruption, à l'enrichissement illicite et à la paupérisation du peuple. Le système Nkurunziza ne fait aucun distinguo

d'ethnie, de sexe, de région ou même du parti. Tous ceux qui osent s'opposer aux intérêts du petit groupe maffieux à la tête du pays doivent être liquidés de manière impitoyable. Ce système CNDD-FDD broie tout le peuple burundais, y compris ses propres militants exactement comme le font le chômage, la misère, le choléra, la malaria, le sida qu'il a fait prospérer. Les Burundais se rendent de plus en plus compte, que les Hutu, les Tutsi, les Twa et les autres Burundais appartenant à aucune de ces trois ethnies, avons le même destin. Nous devons nous battre ensemble, sortir notre pays du désastre ou bien nous périrons ensemble. Dans ce combat contre les systèmes maffieux et ultra-libéraux qui nous gouvernent, nous devons nous souvenir des réussites, mais aussi des échecs des mobilisations nationales et des luttes menées dans le passé pour en tirer des leçons. Le peuple burundais qui a mis en déroute les esclavagistes, a combattu avec succès le colonialisme, a eu raison des régimes militaires se débarrassera sans aucun doute du système oppressif, sanguinaire et prédateur du CNDD-FDD. Une élite proche de son peuple, une élite qui pense d'abord aux intérêts du pays, une jeunesse qui passe plus de temps dans les bibliothèques, devant leur ordinateur ou dans les champs agricoles plutôt que dans les bistros, peuvent être des facteurs accélérateurs. Le peuple quant à lui est prêt ; depuis longtemps. Dès lors, pour combattre les oligarchies actuelles au pouvoir en Afrique, il sera indispensable de mobiliser de larges fronts de luttes, presque à l'image des luttes de libération des années antérieures avant et après l'indépendance. « On ne pourra pas gagner la guerre en faveur de la souveraineté si on n'y va pas » comme le disait un jour l'économiste et professeur Samir Amin. Ubuntu burihabwa. (La dignité se conquiert).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});